

# RÉvolutionnaires

50 05 FÉVRIER 2026 · 2 € · LE JOURNAL DU NPA-RÉvolutionnaires

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES,  
COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



## ÉDITORIAL

**Nous sommes tous et toutes Renée Good et Alex Pretti**

Vendredi 30 janvier, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté un peu partout aux États-Unis contre les agissements racistes de la police fédérale de l'immigration (ICE). C'était aussi le jour choisi par Bruce Springsteen pour se rendre à Minneapolis chanter pour la première fois sur scène sa chanson écrite en quelques heures en hommage à Renée Good et Alex Pretti, tous les deux assassinés par l'ICE dans les rues de cette ville, désormais au centre de la révolte contre la politique criminelle de Trump. Celui-ci a dû, sous la pression de la rue, faire partir de la ville l'infâme Bovino, chef de l'ICE.

### « ICE OUT ! »

Le 23 janvier, c'est une véritable journée de grève générale contre l'ICE qui avait été organisée à Minneapolis conjointement par les syndicats, les groupes religieux et les organisations communautaires. La population était appelée à « ne pas travailler, ne pas aller à l'école, ne pas faire les courses ». Il n'y avait pas eu de grève générale dans cette ville depuis 1934 et dans aucune autre ville des États-Unis depuis 1946 ! Entre 50 000 et 70 000 personnes ont alors manifesté par moins vingt degrés, sur une population de 500 000 habitants.

SUITE PAGE 2 >>

**NPA**  
RÉvolutionnaires



SITE WEB : [npa-revolutionnaires.org](http://npa-revolutionnaires.org)

INSTAGRAM | X (TWITTER) : [@npa\\_revo](https://www.instagram.com/npa_revo)

YOUTUBE : [@npa.revolutionnaires](https://www.youtube.com/@npa.revolutionnaires)

# Vingt ans après le CPE, le Medef propose un CDI pour les jeunes pouvant être rompu sans motif

Il y a vingt ans, la mobilisation des jeunes et des travailleurs avait permis de faire reculer le patronat et Dominique de Villepin, alors Premier ministre, et son contrat première embauche (CPE), ou plutôt « contrat précarité et exploitation sans limite ». Aujourd’hui, la principale organisation patronale, le Medef, tente à nouveau de faire des jeunes une main-d’œuvre corvéable à merci, avec un CDI pouvant être rompu plus facilement. Si nous avons réussi à faire reculer les patrons en 2006, nous pourrons recommencer en 2026 !

## LES JEUNES DANS LA GALÈRE...

18,8 % des jeunes entre 15 et 24 ans sont privés d’emploi, c’est trois fois plus que l’ensemble des tranches d’âge. Avec ou sans diplôme, il est de plus en plus difficile de trouver un travail. Trouver un stage – même non rémunéré ! – ou une alternance relève déjà du parcours du combattant. Et quand – miracle ! – on est embauché quelque part, c’est pour découvrir les joies de l’exploitation salariale, avec un salaire au plus bas et des risques au plus haut. Les accidents de travail sont deux fois plus élevés chez les moins de 25 ans, jusqu’à la mort : plus d’un décès sur cinq survient dans l’année qui suit la prise de poste et 22 jeunes de moins de 25 ans sont morts au travail en 2024.

## POUR LUTTER CONTRE LE CHÔMAGE, IL FAUDRAIT

# Les étudiants d’AgroParisTech en lutte contre l’agro-industrie

Samedi 24 janvier, la police entre sur le campus d’AgroParisTech (Palaiseau) pour évacuer les étudiants qui occupent leur école. Après l’exclusion de 36 élèves pour deux semaines, la colère reste forte chez les étudiants, réunis dès le mardi 3 février en assemblée générale pour préparer les suites.

## REFUSER LA COURSE AUX PROFITS DANS L’AGRICULTURE

AgroParisTech forme des ingénieurs agronomes. Ils seront pour la plupart embauchés par les grandes coopératives agricoles ou les multinationales de l’agroalimentaire, avec la mission d’optimiser les techniques de production et de transformation agricole. Si ces savoirs pourraient être utiles à l’ensemble de l’humanité, pour répondre aux besoins alimentaires, on voit comment le modèle capitaliste les oriente vers la course aux profits des grandes entreprises. C’est bien ce dont se plaignent les étudiants ! Ils remettent en question les enseignements qui leur sont dispensés et la gestion de la ferme appartenant à l’école. Mesures arbitraires, techniques agricoles polluantes et sans respect du bien-être animal, logique de rentabilité sans considération pour une exploitation des terres à long terme : il faudrait tout revoir, et le faire en consultant les étudiants et travailleurs qui regorgent d’idées à mettre en place ! Face au refus de la direction de dialoguer – quand on sait

## DONNER LE DROIT DE NOUS VIRER !

Le Medef décide de prendre à bras-le-corps le problème : les jeunes n’auraient pas de boulot car les patrons auraient... peur de les embaucher ! Pour le Medef, le peu de protections qui existe pour les salariés encore est une plaie. Il faut par exemple verser des indemnités quand on vire quelqu’un du jour au lendemain. Alors, il propose la création d’un CDI « pouvant être rompu sans motif pendant les premières années », un « contrat à droits progressifs » : au départ, pas de droits du tout, et peu à peu – si on ne se fait pas virer –, on en gagnera quelques-uns. Mais qu’est-ce qui empêcherait alors un patron de rompre tous les contrats avant que les salariés obtiennent le droit aux indemnités ? On ne luttera pas contre le chômage en donnant le droit aux patrons de licencier plus facilement. Pour faire reculer le chômage, le seul moyen est de répartir le travail entre tous et toutes. Plutôt que de revenir sur les jours fériés, sur les 35 heures, pourquoi pas travailler moins, mais tous ?

Alors si les patrons veulent refaire le CPE, soyons prêts à refaire 2006 : une grève massive de la jeunesse qui menace de déborder sur le monde du travail !

UMA DAUNAI • 03/02/2026



que l’ancienne présidente de la FNSEA est membre du conseil d’administration, on n’est pas vraiment surpris –, les étudiants ont commencé à occuper le campus mardi 20 janvier, vite rejoints par d’autres du plateau de Saclay, comme ceux de CentraleSupélec avec lesquels ils ont construit des liens dans la lutte contre le génocide en Palestine. Tous ces établissements existent pour former le personnel qualifié dont ont besoin les grandes boîtes meurtrières. Il est enthousiasmant que leurs étudiants contestent ces politiques : l’avenir se construit dans les luttes !

U. DAUNA • 03/02/2026

## LA COLÈRE MONTE DANS LE PERSONNEL DE L’UNIVERSITÉ BORDEAUX-MONTAIGNE

En décembre dernier, la présidence de l’université a fait voter un budget déficitaire de 6,5 millions d’euros. Au-delà de la suppression des licences de danse et d’anglais-philosophie et des suppressions de postes, beaucoup des membres du personnel qui resteront savent déjà que ce sera la course pour tenir la pression. Avec notamment l’intensification de la sélection que ces attaques impliquent, les salariés vivent la situation comme

une perte du sens de leur travail. Ces choix budgétaires ne passent pas sans réaction. Le 29 janvier, 500 personnes se sont réunies en assemblée générale pour discuter de l’étendue de cette attaque et de la nécessité d’une riposte, que les étudiants auraient toutes les raisons de rejoindre !

ELLI GORAGUER • 03/02/2026

## SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !

SITE WEB : [npa-jeunes-revolutionnaires.org](http://npa-jeunes-revolutionnaires.org) | FACEBOOK : NPA Jeunes Révolutionnaires | X (TWITTER) | INSTAGRAM | TIKTOK : @NPAJEUNES\_REV

# LES CRS À NOUVEAU DÉPLOYÉS CONTRE UNE OCCUPATION DE SANS-FACS À NANTERRE !

Dans la nuit du mercredi 28 au jeudi 29 janvier, 70 membres du collectif des sans-facs de Nanterre et de nombreux soutiens (Unef Nanterre, militantes et militants de SUD Éducation et de la FSU), ont de nouveau occupé le bâtiment de la présidence de l’université, dans un conflit qui dure depuis juillet.

Les sans-facs, sortant du lycée ou de licence et refusés à l’université par les machines de sélection que sont Parcoursup et MonMaster, refusent un tri social qui exclut en premier lieu les enfants de la classe ouvrière ou issus de l’immigration. Leur collectif et leurs soutiens ont lancé cette nouvelle occupation pour imposer l’ouverture de négociations. La section SUD des employés de la fac, la FSU 92, mais aussi le collectif parents-profs de la ville de Nanterre, ainsi que le député LFI Éric Coquerel se sont portés volontaires en vue d’une médiation pour résoudre le conflit.

Une nouvelle fois, la présidence de l’université a fait le choix d’une brutale répression. Elle a condamné avec des barrières et des vigiles les accès à l’université, avant de faire expulser l’occupation par l’intervention de la police (comme elle l’avait déjà fait lors de la première occupation) et en nasant le rassemblement de soutien. Un scandale, de la part d’une présidente de « gauche » qui a publié récemment une biographie de Rosa Parks ! Cette même présidence qui poursuit en diffusion la représentante légale de l’Unef Nanterre, par ailleurs militante du NPA-R, pour une affiche dénonçant sa politique de sélection sociale.

Ces méthodes autoritaires ont pour objectif de mettre fin aux luttes qui remettent en question la sélection. Or, dès le lendemain de l’intervention policière, le collectif intervenait dans les amphithéâtres pour dénoncer ce coup de force. Les sans-facs ont bien raison de continuer !

GEORGES S. MINOG • 02/02/2026



NPA  
JEUNES  
RÉVOLUTIONNAIRES

NPA  
JEUNES  
RÉVOLUTIONNAIRES